

CESER et Conseils de développement

Message clé : texte de l'appel des 3.000

« Engager une réforme du **cadre législatif des CESER et des Conseils de Développement, à l'image du CESE**. L'objectif est de permettre une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux, en établissant une représentation systématique des associations de protection de la nature et de l'environnement. La saisine obligatoire de ces Conseils sur des politiques structurantes, ainsi que l'organisation d'un droit de suite des avis émis renforceront le dialogue avec les pouvoirs publics. »

Les enjeux pour le mouvement FNE: Modifier la composition des CESER, en s'inspirant de celle du CESE + obtenir que des conseils de développement soient obligatoire pour les communautés urbaines, les métropoles et les pôles métropolitains + la présence des associations de protection de la nature et de l'environnement dans tous les conseils de développement.

Les CESER

Les fondements juridiques des CESR puis des CESERⁱ

Un Comité économique et social est créé par voie législative en 1972, il devient un conseil économique et social en 1992 puis, en 2010, un conseil économique, social et environnemental régional. Ses attributions augmentent au cours du temps.

Le paquet législatif Grenelleⁱⁱ

Il a formalisé la présence de représentants associatifs et de fondations.
Compte tenu des lobbies il n'a pas profondément réformé les CESER.

Les évolutions de 2011 et la perspective 2013

En 2013, selon les termes du décret du 27 janvier 2011ⁱⁱⁱ, au titre de l'environnement, dans la composition des CESER on n'aura pas le nombre de postes avant parution du décret + les nouveaux nommés après parution du décret mais seulement le nombre de postes prévus dans le décret de 2011.

Le décret représentativité et agrément : le décret n° 2011-833 du 12 juillet 2011 prévoit expressément que le décret n°2011-832 s'applique aux nominations dans les CESER. Ce sera donc le cas pour le prochain renouvellement des CESER.

Quelles évolutions voulons-nous ?

A la question posée en Conférence des Présidents le 25 juin 2011 : « Quelle stratégie adopter ?
Voulons-nous : 1° Etre fortement présent dans les 103 postes qui seront à pourvoir ? 2° Faire modifier le décret du 27 janvier 2011 pour qu'il y ait globalement plus de 103 postes à pourvoir ? 3° Faire craquer l'architecture actuelle des CESER. L'architecture du CESE a craqué. Pourquoi pas celle des CESER ? »

La réponse a été unanimement nous voulons faire craquer l'architecture des CESER et s'inspirer de l'évolution des CESE.

Notre demande :

Nous voulons que soit revue la composition des CESER, en s'inspirant de celle du CESE.
Cette évolution doit être rapide car le renouvellement intervient à l'automne 2013.
Les critères de représentativité devront être appliqués strictement.

Les Conseils de développement

Présentation

La loi Voynet de 1999¹ (LOADDT – articles 25 et 26) instaure les conseils de développement mais est peu directive et peu explicite en la matière. Fin 2006, le Ministère de l'Intérieur a réédité son « *guide de l'intercommunalité* » et consacré un sous-chapitre aux conseils de développement dont le texte est en ligne². Un conseil de développement est une assemblée consultative formée au sein de chaque agglomération (voir par exemple celui de l'agglomération de Nantes métropole³) ou Pays (voir par exemple celui du Pays d'Aix⁴). Dans le cadre de démarches volontaires, il y a aussi des CD aussi auprès de Communautés urbaines (par exemple celle de Lyon⁵ ou de Toulouse⁶).

Il existe une Coordination nationale des Conseils de développement⁷. Dans le cadre d'un bilan / proposition elle publie « Pour l'avenir, les Conseils insistent en particulier⁸ :

- sur la nécessité de moyens humains d'accompagnement à la hauteur de leurs missions ;
- sur l'intérêt de développer le dialogue avec les élus tant au niveau local que national (grandes associations d'élus), pour mieux cerner ce que peut être la place des Conseils dans l'élaboration des politiques publiques locales ;
- sur le besoin d'appui de l'Etat, dans l'esprit du Grenelle de l'environnement.

Ils souhaitent que les chantiers législatifs à venir soient l'occasion de renforcer la place de la société civile auprès des nouvelles gouvernances territoriales qui vont se mettre en place.»

La réalité

- leur existence

Les Conseils de développement ne sont pas vivants partout et parfois jamais installés.

Les Conseils de développement n'ont pas les mêmes mandats partout.

- leur composition

Leur composition est de fait très variable compte tenu de la souplesse du texte de 1999. Les questions environnementales peuvent ne pas y être portées par des associations du domaine.

- les nouvelles collectivités

La loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales⁹ crée des nouvelles collectivités (EPCI) :

- des « métropoles » (D'un seul tenant, > 500.000 habitants, possibilité de bénéficier de transferts de compétences des départements et des régions). Elles recevront quelques compétences d'office (transport scolaire, voiries départementales, promotion à l'étranger du territoire et de ses activités économiques,...) mais les autres transferts seront à négocier en fonction de leur compétence soit avec le Conseil général, soit avec le Conseil régional.
- des « pôles métropolitains » (Pour les zones > 300.000 habitants, possibilité de transformation pour les EPCI à fiscalité propre).

La loi ne prévoit pas pour ces nouvelles collectivités des Conseils de développement ou autre chose de similaire sous un autre terme.

Nos demandes :

- une présence APNE dans tous les CD,
- une obligation de CD dans les collectivités Communautés urbaines, métropoles et pôles métropolitains.

¹ <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000760911&dateTexte=>

² <http://www.conseils-developpement.info/Un-texte-officiel-sur-les-conseils-de-developpement.html>

³ <http://www.nantes-citoyennete.com/>

⁴ <http://conseil-developpement.agglo-paysdaix.fr/>

⁵ <http://www.grandlyon.com/Conseil-de-developpement.1381.0.html>

⁶ <http://www.codev-toulouse2015.org/spip/spip.php?rubrique2>

⁷ <http://www.conseils-developpement.info/La-Coordination-nationale-des-Conseils-de-developpement.html>

⁸ <http://www.conseils-developpement.info/Conseils-de-Developpement-Une-dynamique-a-poursuivre.html>

⁹

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023239624&fastPos=1&fastReqId=1153346712&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>

i **Fondement juridique des CESR puis des CESER**

- **1972** - Le Comité Économique et Social Régional (CESR) est, auprès du Conseil Régional et de son Président, une assemblée consultative. La loi n° 72-619 du 5 Juillet 1972 a créé le CESR auprès du Conseil Régional en vue de concourir par ses avis à l'administration de la Région.
http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=19720709&numTexte=&pageDebute=07176&pageFin=
- **1982** - Le 2 mars 1982 - Par les lois de décentralisation de 1982, il est devenu une assemblée obligatoirement saisie des documents relatifs à la préparation et à l'exécution du Plan National dans la région, du projet de Plan Régional et son bilan annuel d'exécution, ainsi que des orientations générales du projet de budget régional.
- **1986** - la loi n° 86-16 du 6 janvier 1986 « relative à l'organisation des régions ... » élargit les compétences du CESR et définit clairement des champs de saisine obligatoire par le Conseil régional, la possibilité de saisine par le Conseil régional sur l'ensemble des domaines où la Région est reconnue compétente et la possibilité d'auto saisine
http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=19860108&numTexte=&pageDebute=00367&pageFin=
- **1992** - la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 **relative** à l'administration territoriale de la République. Les CESR deviennent des Conseil économique et social régional (article 24). Le CESR a la possibilité de créer des Sections, d'ouvrir ainsi l'institution à des personnes extérieures.
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000722113&fastPos=1&fastReqId=1523192356&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>
- **1999** - la loi du 25 Juin 1999 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire consacre la place des CESR au sein des Conférences d'Aménagement et de Développement du Territoire. A travers elles, les CESR sont consultés en particulier sur le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire et les Schémas de Services Collectifs.
- **2001** - décret no 2001-731 du 31 juillet 2001 modifiant le code général des collectivités territoriales (partie Réglementaire) et relatif à la composition et au renouvellement des conseils économiques et sociaux régionaux - A noter c'est la dernière modification des compositions des CESR avant la loi de 2010.
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000406644&fastPos=6&fastReqId=209504952&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>
- **2002** - la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité concerne les indemnités et le droit à la formation des conseillers des CESR.
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000593100&fastPos=1&fastReqId=339328262&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>
- **2004** - décret d'application n°2004-517 du 10 juin 2004 pris pour l'application de l'article 17 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et modifiant le code général des collectivités territoriales (partie Réglementaire)
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000235405&fastPos=2&fastReqId=1381863519&categorieLien=id&oldAction=rechTexte>
- **2010** - loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement est publiée au JO du 13/07/2010 (article 250). Les CESR deviennent CESER (conseil économique, social et environnemental régional).
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000022470434&dateTexte=&categorieLien=id>

ii **Rappel de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement**

Extrait de l'article 250

« III.-L'article L. 4134-2 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :
Les conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux comprennent des représentants d'associations et fondations agissant dans le domaine de la protection de l'environnement et des personnalités qualifiées, choisies en raison de leur compétence en matière d'environnement et de développement durable. Un décret fixe leur nombre. »

iii **Rappel du Décret n° 2011-112 du 27 janvier 2011 relatif à la composition et au renouvellement des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux**

Extrait de l'article 1

« 3° Le troisième collège comprend des représentants des organismes et associations qui participent à la vie collective de la région. Il comprend en outre des représentants des associations et fondations agissant dans le domaine de la protection de l'environnement ainsi que des personnalités qualifiées, choisies en raison de leur compétence en matière d'environnement et de développement durable ; ».